

QUOTE Commentary of the Commission on the meeting of Heads of Government and State, Paris, November 19, 1989

441.2(3)

Commentaires

Réunion exceptionnelle après des événements exceptionnels, le dîner de travail des Chefs d'Etat et de Gouvernement du 18 novembre a été exclusivement consacré aux développements en cours en Europe de l'Est et à l'attitude de la Communauté à leur égard.

Les participants ont été frappés par la convergence des points de vue et par le souci partagé d'une réaction commune des Douze, le Président de la République a décrit ce climat avec deux mots : solidarité et unité.

En ce sens cette réunion marque une étape importante dans les progrès de la Communauté depuis l'Acte Unique et plus particulièrement dans l'intégration de la coopération politique et de l'action communautaire : à partir d'une analyse commune, les orientations de l'action communautaire ont été dégagées. Le follow-up a été confié à la Troïka (trois présidents sans plus la Commission) qui s'affirme donc comme l'instrument actuellement le plus approprié pour assurer le lien entre ces deux pans de la Communauté.

Une analyse politique commune :

Les développements en Hongrie, Pologne, République Démocratique allemande et Yougoslavie ont été analysés dans les deux réunions par le Président Delors et le Vice-Président Andriessen qui ont aussi présenté la gamme des instruments disponibles pour dresser des ponts avec les pays tiers. De la discussion ressortent clairement

- la volonté d'accompagner et d'encourager les transformations démocratiques
- le souhait de confirmer la stabilité des alliances et des frontières actuelles
- le souci de répondre aux préoccupations des pays tiers sur l'ouverture de la CE à leur endroit

Desorientations par l'action communautaire

Dans le cadre du mandat reçu par la Commission au Sommet de l'Arche, consensus s'est dégagé sur l'urgence d'un appui financier concomitant à un accord avec le FMI dont il a été souhaité qu'il intervienne avant la fin de l'année (fonds de stabilisation en Pologne et soutien à la balance des paiements en Hongrie). D'autres modalités seront étudiées par la Troïka d'ici au Sommet de Strasbourg : projet de banque de développement et de modernisation pour l'Europe de l'Est, de fondation européenne pour la formation, l'élargissement des programmes d'échanges de jeunes.

La plupart des participants ont aussi insisté sur la nécessité de renforcer l'action et les structures de la Communauté pour réaliser complètement l'acte Unique, l'Union économique et monétaire, et le renforcement de la politique extérieure. Mais, comme prévu, ces sujets ont été réservés pour le Conseil européen de Strasbourg.

UNQUOTE

#

SOMMET INFORMEL DE PARIS, Elysée 18/11/89 - 23h30 -

Conférence de presse du Président Mitterrand, entouré de MM Haughey, Gonzalès et Delors

Je vous remercie de votre présence, je vous exposerai aussi rapidement que possible l'essentiel de ce qui a été dit au cours de cette réunion des Membres du Conseil Européen, réunion informelle certes, indépendante de la réunion du Conseil Européen des 8 et 9 décembre qui va se préoccuper des structures de la Communauté, et qui s'est placée devant le problème actuel, d'une très grande importance : que signifie l'évolution de l'Europe de l'Est, avec ses répercussions dans ces pays et dans le reste de l'Europe et du Monde.

D'abord les participants de cette réunion ont tenu à exprimer leur sentiment de joie devant cette nouvelle marche en avant de la liberté. Avant tout autre commentaire politique et toute appréciation, l'essentiel était là. Et dans la logique de cette façon de sentir et d'agir, la Communauté veut multiplier ses encouragements aux mouvements de réforme partout en Europe qui accéléreront le déclin des totalitarismes. De ce point de vue nous pensons que l'existence même de la Communauté Européenne des Douze a servi de référence pour les espérances à l'Est, et souvent de stimulant et dans ce sens l'existence d'une Communauté forte, bien structurée, décidée à aller de l'avant est un facteur même de réussite pour la réforme vers la liberté. Bref, nous avons constaté pour l'apprécier ce binôme indissociable que constitue d'une part l'évolution à l'Est et d'autre part l'intégration à l'Ouest. Plus l'Europe bouge là où elle devait bouger plus la Communauté doit se raffermir et quand c'est nécessaire accélérer l'allure.

Ce faisant, ce disant nous n'avons pas oublié les obligations souscrites par la Communauté à l'égard de nombreux pays (tiers). Nous avons des accords avec les pays ACP : accords de Lomé. Nous avons commencé à négocier avec les pays de l'AELE. Et nous continuons d'être prêts à débattre d'accords qui pourraient aboutir à des décisions communes.

Bref, nous nous déclarons prêts à coopérer à tout ce qui pourra permettre le redressement des pays de l'Est au travers cette crise, crise économique parfois dramatique, avec les évolutions politiques dont nous venons de parler. Nous sommes prêts à coopérer, à contribuer par tous nos moyens à cette instauration à cette restauration d'une économie saine au prix bien entendu ainsi que moi d'un rapport vérifié à la démocratie par le respect des droits de l'homme et par la mise en place d'élections libres et secrètes. Les choses sont liées.

Nous avons particulièrement traité de la Pologne et la Hongrie, deux pays qui se sont particulièrement avancés sur ce terrain, qui ont déjà apporté la preuve de leur disposition, de l'orientation choisie. Une série de questions concrètes ont été examinées à l'égard de ces pays. Nous avons rappelé au passage que la coopération de 24 pays décidée au Sommet des pays industriels dit de l'Arche avait confié au Président et à la Commission Européenne le soin

mettre en ordre toute une série de mesures. Une réunion se tiendra, peut-être décisive le 13 décembre. Déjà des aides alimentaires, des investissements, des aides à la formation, de mesures pour l'environnement ont été décidées. Tout passe pour la Pologne et la Hongrie par un accord initial avec le F M I. C'est pourquoi il convient que cette institution agisse vite. Elle agira d'autant plus vite que les pays en question s'y prêteront. Les instances de la Communauté insisteront auprès du FMI pour que avant la fin 1989, ces accords soient définis. De la même façon, a été décidée la mise en place d'un fond de stabilisation pour la Pologne, projet d'un milliard de dollars, et d'un crédit relais pour la Hongrie de la même somme. Ce sont des décisions qui peuvent être considérées comme acquises par les pays dont je vous parle.

Nous avons parlé de la RDA à qui s'appliquait en particulier l'évolution attendue et nécessaire vers des formes démocratiques de fonctionnement politique qui conditionne la plupart des décisions du type de celles que je viens d'indiquer pour les autres pays. Cependant, comme il convient d'aller à l'urgence, des accords de commerce sont en train et seront sans doute communiqués dès qu'ils seront engagés au cours des semaines prochaines. Nous nous sommes également inquiétés du sort de la Yougoslavie qui n'échappe pas ; pour des raisons différentes peut-être, à la crise qui s'est emparée de ces pays là. Donc la Communauté interviendra pour une série de plans d'urgence en faveur de ce pays.

Pour l'ensemble de l'Europe de l'Est, un mandat a été donné à la Troïka en l'occurrence le Président de la République française, son successeur à la date du 1er janvier 1990, le Chef du Gouvernement d'Irlande et le Président du Conseil du Gouvernement espagnol. C'est donc cette Troïka ainsi que la Présidence de la Commission Européenne qui ont reçu mandat pour mener à bien un certain nombre d'opérations. Je vais vous en citer quelques unes : étudier et donc consulter le Conseil Européen de Strasbourg sur un projet, de banque pour le développement et la modernisation de l'Europe de l'Est. De même une fondation européenne pour la formation des cadres de tous ces pays et l'ouverture des programmes communs déjà existants de la Communauté pour tout ce qui touche à l'éducation et à la formation. La liste de ces programmes est déjà longue (Erasmus, Comett, Lingua, et bien d'autres) et même, le cas échéant, dans le domaine de la technologie. L'ensemble de ces programmes serait donc ouvert, - c'est l'étude qui va être conduite dans les jours ou les semaines qui viennent - aux pays de l'Est.

Au demeurant, plusieurs des intervenants dans l'acquiescement général ont estimé que si les choses se déroulaient de cette manière un certain nombre d'institutions internationales pourraient être ouvertes aux pays qui n'en font pas partie et qui feraient la preuve de leur démarche vers le système démocratique. Il appartiendra à ces institutions d'en décider, au Conseil de l'Europe par exemple, au GATT.

Nous avons cherché à lancer des ponts qui permettent sur tous les plans qui viennent d'être cités d'associer les pays de l'Est, les pays de la Communauté ainsi que quelques autres dans une démarche commune de grande envergure et de coopération mutuelle.

Si je voulais résumer le sentiment que j'éprouve au moment où s'achève cette très importante conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté ; c'est d'une part solidarité, solidarité avec toute l'Europe car nous attendons toute l'Europe au rendez-vous de la démocratie. Quand on pense aux prévisions parfois même aux prophéties très répandues selon lesquelles les démocraties n'étaient pas en mesure en raison de discussions permanentes d'institutions un peu lentes de résister à la puissance des totalitarismes, on observe non seulement en Europe mais dans d'autres parties du monde que se sont finalement les démocraties qui aujourd'hui cristallisent l'espérance des peuples. Solidarité en Europe et unité ; unité ce qui veut dire structure au sein de la Communauté et demain pourquoi pas avec ceux qui se sentiront en mesure de s'associer intégralement aux disciplines que nous nous imposons.